### Burundi: Une crise rampante et un avenir incertain.

### NOTRE ALTERNATIVE

DOC. MPD, 1.22

CNDD Conseil National pour la Défense de la Démocratie.

Bujumbura, le 10 août 1994

#### NOTE DE PRESENTATION

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vous avez sous la main un mémorandum élaboré par le Conseil National pour la Défense de la Démocratie (CNDD) au Burundi. Ce conseil n'est ni un organe statutaire d'une quelconque organisation politique ni encore moins un nouveau Parti.

Fruit d'une réflexion initiée par de hauts cadres du Parti Sahwanya-FRODEBU, le vainqueur des élections de l'année dernière, il a été créé avec la participation de représentants de diverses tendances politiques burundaises pour créer un cadre de dialogue national représentatif des réalités du moment présent. Il s'agit donc d'un organe de rassemblement regroupant toutes celles et tous ceux qui, face à l'échec des accords Kigobe-Kajaga-Novotel sur le partage du pouvoir au Burundi, veulent proposer une alternative.

Cette alternative se fonde sur une démarche pacifique et démocratique avec pour objectif global la défense des acquis issus des très respectables élections de juin 1993. Elle se fonde également sur le combat pour le respect de la Constitution du Burundi.

Il est fait appel à toutes les Burundaises et à tous les Burundais, y compris les membres de la société civile ainsi qu'à tous ceux qui ont une contribution à donner et oeuvrent pour l'intérêt général et non pour des intérêts égoïstes caractérisant les pourparlers en cours au Novotel, pour atteindre les buts du CNDD.

Août 1994 Pour le Bureau Exécutif

Déo HAKIZIMANA, -

Président de la Commission des Affaires

Etrangères

### INTRODUCTION

La décapitation de la démocratie burundaise, trois mois après son installation, n'a pas découragé les seuls Burundais, elle a été un mauvais exemple pour le continent africain. Elle a surpris ceux-là, individus, organismes internationaux, gouvernements et autres qui s'étaient investis directement ou indirectement dans l'organisation matérielle et psychologique des élections. Elle a ébranlé l'espoir des vieilles démocraties qui ont découvert que les démons de l'Afrique Centrale sont peut-être pires que ceux d'Europe.

Le retour à la légalité constitutionnelle consenti deux jours plus tard dans la confusion plaça les auteurs du putsch d'abord dans l'incertitude, mais le coup trop fort assigné au parti FRODEBU et au gouvernement ne permis pas à ce dernier de se relever d'un trait. On lui reprochera de ne pas avoir géré la crise alors que le pouvoir lui était retourné, mais les assassins du 21 octobre restaient les mains libres et pouvaient commettre d'autres forfaits. Le gouvernement avait raison de rester an refuge à l'Ambassade de la France et d'en appeler à l'O.N.U., à l'O.U.A. et aux pays amis pour venir aider les composantes burundaises à rétablir la légalité démocratique et constitutionnelle et les aider à se réconcilier.

Malheureusement ce retour de la confiance fut également compris par les milieux putschistes dans lesquels prédominaient le parti UPRONA et le haut commandement de l'armée, relayés par les minuscules de l'opposition qui recrutaient des casseurs parmi des jeunes.

Le pouvoir ainsi fortement fragilisé fut contraint à la négociation, d'abord légale puis anticonstitutionnelle où les putschistes d'hier sont représentés pour juger de l'avenir alors que leurs propre avenir est déjà compromis par les enquêtes internationales.

Aujourd'hui, il ne passe pas une journée sans que des têtes tombent sur le territoire national. Le désordre et l'anarchie s'installent au moment où le Président de la République a.i négocie la paix avec l'opposition. Les démons se plaisent à voir le Dieu impuissant les négocier. Pour lui montrer leur supériorité, ils tuent et ils demandent qu'on aille ensemble pacifier pour qu'ils tuent davantage. La mauvaise foi est devenue la règle du jeu, elle qui a caractérisé les régimes militaires de 1966 à 1993 et a conduit à la crise du 21 octobre.

Comme une famille dont le père n'arrivait plus à garantir la sécurité, le peuple se dote de ses propres moyens de défense.

L'absence des forces de sécurités neutres et loyales conduit à l'armement anarchique et illégale de la population.

Les tutsi appuyés par les militaires, ont reçu les armes tout en criant pour que les hutu soient désarmés. Les hutu moins organisés mais très conscients du danger, cherchent également à s'armer, sans moyens ni projet. La guerre est-elle évitable ?

Certainement, à condition que les militaires retournent dans les casernes, respectent les autorités légales, et acceptent la fusion dans leur corps d'éléments issus d'autres ethnies. A condition également que les dirigeants d'hier, dans un parti unique, consentent la purification dans leurs rangs et que ceux qui sont blancs continuent dans la voie de la démocratie. Si non le feu couve.

### 1. La victoire du FRODEBU, un renversement de la vapeur inattendu

L'avènement du multipartisme au Burundi s'inscrit dans le courant général qui a été définitivement lancé au sommet de la Beaule et qui on doit le croire, s'est concrétisé grâce à la fin de la guerre froide (l'effondrement du socialisme en Union soviétique). Dès les premiers échos d'une évolution politique dans ce sens, le pouvoir militaire en place à Bujumbura commença à décourager les partenaires éventuels dans les discours comme dans les faits. Dans les discours les hauts cadres du parti unique en place, l'UPRONA, commencèrent à enseigner que la démocratie était possible dans le monopartisme, chose inconcevable. Dans des faits, ils multiplièrent des réunions sur le thème de l'unité nationale qui aboutirent à la confection d'une charte d'unité nationale.

Cette charte présentée au peuple et votée massivement était comme un garde-fou pour que celui-ci ne soit pas tenté par les autres partis en gestation. Dans la réalité, le discours unitariste a été sur les lèvres des dirigeants du pays depuis l'indépendance, en 1962, mais cela n'a pas empêché que des têtes tombent, cycliquement, selon un plan élaboré pour écarter une ethnie du pouvoir, l'ethnie majoritaire hutu.

Le bilan du règne des militaires et du parti UPRONA qui avait tribalisé, puis régionalisé et même clanisé le pouvoir et l'armée est un bilan sombre que le premier président démocratiquement élu, Son Excellence Melchior NDADAYE, allait caractériser en ces termes : "Les trente dernières années ont été marquées par des déchirements ethniques qui ont traumatisé notre peuple.

C'est vrai les Burundais ont vécu leur histoire ponctuée de tragédies. Des forces politiques ont impunément exploité les différences ethniques et se sont disputées le contrôle de l'Etat pour leur propres intérêts. De véritables crimes contre l'humanité ont été commis par des individus et des groupes organisés, certains jouissant de la couverture et de la bénédiction de l'Etat qui a prêté des moyens dans l'accomplissement de ces actes ignobles. Cela a cultivé la méfiance et la suspicion entre les composantes ethniques de notre pays rendant ainsi le peuple traumatisé et inquiet face à son avenir.

Le drame a tellement atteint son paroxysme que d'aucuns se demandent comment le Burundi pourra sortir de l'engrenage de la violence dans lequel il avait été entraîné.

Outre la charte de l'unité nationale, qui souffrait d'ailleurs d'insuffisances notoires puisque la question fondamentale de l'armée avait été volontairement évitée, le pouvoir chercha à baliser le courant démocratique en élaborant seule une constitution taillée sur sa mesure et une loi sur les partis politiques qui excluait d'office certains partis avant que ceux-ci ne cherchent à se faire légaliser.

Ainsi un parti de tendance monarchiste dut changer d'appellation pour avoir la chance d'être agréé. Cette même loi exigeait des quotas ethniques et régionaux dans le recrutement des militants des partis pour que ces derniers soient agréés. Le parti unique qui avait régné depuis plus de trente ans s'érigeait en modèle que d'autres devaient suivre pour avoir la chance d'être agréés. Ainsi il valorisait son ancienneté et défiait tout autre partenaire qui tentait de s'organiser autrement.

Le parti Sahwanya-FRODEBU fut le cinquième à être né, non sans tracasseries, le 23/7/2992. Ce parti était original par rapport aux autres qui avaient l'air d'être des partis satellites de l'ancien parti unique. On lui fit même modifier certains passages du texte de ses statuts pour qu'il se plie totalement aux exigences de la loi sur les partis politiques. Il avait évolué dans la clandestinité depuis 1986.

- 1. L'ex-président du parti UPRONA, Nicolas Mayugi, ne disait-il pas au cours d'une conférence en 1992 que "la démocratie dans le multipartisme n'est qu'errance de la démocratie"!
- 2. Après son agrément, le pouvoir se rendit compte que le parti était fortement implanté dans tout le pays et commença à s'inquiéter.

Lors d'une réunion du conseil national de sécurité que présidait BUYOYA lui-même au mois de novembre 1992, ce dernier dit ceci"Si nous ne prenons pas garde, le parti SAHWANYA-FRODEBU risque de nous battre aux élections. Nous devons agir très vite et de façon musclée pour le casser. Ainsi donna-t-il les instructions suivantes :

- recommander aux médias publics (la Radio, la télévision, le quotidien le RENOUVEAU, le journal UBUMWE) et privés d'obédience UPRONA (l'INDEPENDANT le CARREFOUR DES IDEES) de multiplier des discours et des écrits de diabolisation à outrance du FRODEBU.
- instruire aux autorités administratives des provinces et communes et aux autorités judiciaires(les magistrats des parquets et les différents corps de police) de recourir à des méthodes d'intimidation et des tracasseries de tout genre à l'endroit des militants de base du FRODEBU.

A partir de cette époque, des discours et des écrits mensongers et incendiaires contre le FRODEBU alimentèrent les journaux et la Radio-Télévision. Le FRODEBU fut à tel point traîné dans la boue qu'à incertain moment le président de l'UPRONA annonça sa dissolution imminente. Une véritable campagne anti-FRODEBU fut menée tambour battant dans tous les milieux à l'intérieur et dans des milieux diplomatiques, à l'étranger. Ce parti était accusé faussement

- recruter des militants sur base ethnique alors que le pouvoir intimidait et pourchassait tout tutsi qui y adhérer, jusqu'à la privation d'emploi.
- de préparer la destruction de l'armée burundaise: ainsi en intoxiquant jusqu'à la noëls les militants ,le pouvoir les préparait psychologiquement à faire un coup d'état en cas de victoire du FRODEBU.
- d'organiser un plan d'extermination des tutsi en cas de victoire : le pouvoir s'assurait ainsi que les tutsi n'allaient pas adhérer au FRODEBU pour pouvoir dire à l'opinion, voila, c'est un parti des hutu uniquement.

C'est ce qui amena Monsieur NSENDEGEYA Christian, un tutsi, - membre fondateur du FRODEBU, membre du Comité directeur du même parti, à adresser au président BUYOYA une lettre sévère le 8 Décembre 1992 pour le mettre en garde contre le danger d'une guerre civile qu'une telle campagne mensongère pouvait déclencher.

En tout cas la charte de l'unité nationale et le discours unitariste avaient fini d'avoir un sens.

Sur le terrain les ministres, les gouverneurs des provinces et les autres dignitaires du pouvoir organisaient des meeting pour intimider les populations et diaboliser le FRODEBU.

Ainsi sous prétexte de commémorer le premier anniversaire de l'adoption de la charte de l'unité nationale, la semaine du 01 et 07 Février 1993 fut consacrée au thème de l'unité. Les activités des partis politiques furent suspendues pour laisser aux membres du gouvernement de sillonner seuls l'ensemble du territoire. Que disaient-ils aux populations ? Rien sur l'unité en tout cas.

Dans la province de Bururi par exemple, en particulier dans les communes Rumonge Songa et Matana, les ministres Kadege Alphonse (Communication) et Rukingama Luc (Enseignement supérieur) relayés par le gouverneur, Monsieur Hakizimana Gérard, disaient aux populations "Vous femmes, si vous votez pour le FRODEBU, vous vous exposerez à devenir veuves. Vous jeunes filles et jeunes hommes, si vous votez pour le FRODEBU, vous vous exposerez à devenir orphelins. Et vous Messieurs, si vous votez pour le FRODEBU, vous vous exposerez à la mort ou à l'exil. Sachez que les fusils sont entrain d'être nettoyés".

Dans la province comme Gitega, l'armée intoxiquée et dressée contre le FRODEBU, s'attaquait aux militants du FRODEBU dans les bistrots. Ainsi au mois de février 1993, des bagarres entre militaires et civils avaient occasionné des morts dans le quartier Magarama au chef lieu de la province de Gitega.

Dans des communes au moindre prétexte, les militants du FRODEBU étaient emprisonnés dans des conditions inhumaines, torturés ou battus à mort, soumis à des amendes arbitraires, etc... Tout cela dans l'espoir de les forcer à ne pas voter pour le FRODEBU par peur.

Le 7 Mars 1993, le Chef d'Etat Major Général des Forces Armées, le Colonel Mibarurwa Michel, ne s'est pas empêché de tenir un discours devant ses militaires où il annonçait clairement sa volonté de noyer dans le sang le FRODEBU. Ceci permet à quiconque de comprendre la lourde responsabilité, tout au moins morale, de BUYOYA, de son gouvernement et du parti UPRONA dans le putsch du 21 Octobre 1993 et dans les tragédies qui endeuillent notre pays depuis lors.

Ce n'est pas du tout un fait de hasard que le coup d'état ait été organisé par son ancien Directeur de Cabinet et qu'on trouve parmi les auteurs son ancien conseiller à la sécurité, toute son ancienne garde et presque tous les grands ténors de son parti : MANWANGALI Jean Baptiste (Vice-président de l'UPRONA) BARARUNYERETSE Libère (Ministre des Relations extérieures et de la coopération et ancien coordonnateur de l'UPRONA), NGEZE François (Ministre de l'intérieur), KADEGE Alphonse (Ministre de la communication et ancien secrétaire général adjoint de l'UPRONA), MUKASI Charles (membre du comité central. de l'UPRONA et haut fonctionnaire au sein du secrétariat national du parti).

Vint ensuite la période de la campagne électorale. Des stratégies furent adoptées par les différents partenaires pour gagner l'électorat. Ces stratégies tournaient en fait autour de la récupération de l'ethnie majoritaire hutu. C'est ainsi que la campagne électorale commencée en douceur ne tarda pas à se caractériser par des discours violents et diabolisants de l'UPRONA envers le FRODEBU. Alors que de plus en plus, le parti

Sahwanya-FRODEBU trouvait des adhérents massés dans les stades dans toutes les provinces du pays, le parti UPRONA déplaçait ses militants de la capitale à chaque meeting, mais les organisateurs de la campagne de ce parti n'ont cessé de s'illusionner que la victoire serait la leur. Jusqu'à la veille des élections présidentielles, le candidat Pierre Buyoya du parti UPRONA était sûr de gagner. A tel point que la victoire écrasante du parti Sahwanya-FRODEBU apparut comme un renversement de la vapeur inattendu.

L'organisation tant matérielle que politique des élections fut bien préparée, dans la transparence, avec le concours des pays et organismes amis, qui dépêchèrent même des observateurs. Très peu d'irrégularités furent constatées. Seuls quelques étrangers essayèrent de tricher en donnant des voix à l'un ou l'autre parti, mais le contrôle devant les urnes était tel que l'on ne peut vraiment s'alarmer sur le nombre de ceux qui sont passés à travers les mailles du filet.

Les résultats du scrutin départagèrent tellement bien les partenaires qu'il ne fut pas nécessaire d'organiser un second tour. En effet, le président NDADAYE, candidat du FRODEBU, obtint plus de 64 % des suffrages contre seulement 32 % pour son concurrent uproniste, le Major Buyoya.

Un mois plus tard furent organisées les élections législatives. Des listes bloquées des candidats députés furent établies province par

province. Les élections furent aussi pacifiques et transparentes que les précédentes et, encore une fois, les résultats départagèrent nettement le FRODEBU et l'UPRONA. Sur les 81 sièges, le FRODEBU raflaient 65 sièges soit 80 % des députés dans le nouveau parlement. Les sièges restants revenaient à l'UPRONA, tandis que les partis RADES (Rassemblement pour la Démocratie et le Développement Economique et Social), le PRP (Parti pour la Réconciliation du Peuple), le PP (Parti du Peuple), le RPB (Rassemblement du Peuple Burundais) partis en compétition n'obtenaient aucun siège. Les cinq autres partis de l'opposition n'ont même pas osé se présenter.

L'interprétation des résultats des 2 cotes fut mitigée. Alors que dans tout le pays ce fut la liasse populaire, des réactions de mécontentement furent observées dans certains milieux extrémistes tutsi. le candidat perdant de l'UPRONA se plia non sans rancoeur au verdict populaire au moment où son président parlait de tricheries et de vote ethniques.

Le 1er juin 1993, la consultation électorale surprit le Major BUYOYA en lui attribuant 30 % de l'électorat contre 65 % à Ndadaye. Les upronistes ont mal digéré cette défaite. Quant à leur allié, l'armée, elle jura hypocritement fidélité au nouveau Président élu. Ainsi la réélection de l'UPRONA fut marquée par les attitudes suivantes:

- Discours virulent du Président de l'UPRONA soulignant que "le vote a été ethnique et caractérisé par des tricheries et que même si l'UPRONA est battu, il a d'autres moyens pour reprendre le pouvoir";
- Manifestations des extrémistes tutsi dont des réfugiés rwandais à Ngagara contre la victoire de Ndadaye ;
- Manifestations des étudiants de l'Université upronistes et des élèves des écoles secondaires qui ont occasionné des pertes en vies humaines et des blessés graves contre le verdict populaire et le résultat des élections législatives du 29 juin 1993. Les manifestants arguaient entre autre comme motif de leur manifestation que "les élections présidentielles étaient plutôt un recensement ethnique". Pourtant l'on sait que sur les 34 % de l'électorat de Buyoya, deux tiers au moins sont des voix de Hutu. "2

Rien d'étonnant à ce que le renversement de la vapeur inattendu fit des mécontents dans les milieux proches de l'ancien pouvoir.

" Aux yeux des partisans de l'apartheid et de tous ceux qui ont profité de cette injustice sélective, de l'exclusion ethnique et de l'apartheid burundais naguère en vigueur dans ce pays, dont les effets néfastes sont à l'origine de la crise actuelle, car elle a fait des citoyens de première et ceux de seconde zone, le FRODEBU est coupable. Cette politique de l'exclusion a fait des heureux qui ne pardonneront jamais au FRODEBU d'avoir gagné les élections de juin 1993"

Cependant, même s'il y eut des réactions négatives, on ne peut pas ignorer que les résultats firent plus d'heureux que de mécontents, des heureux dans toutes les ethnies parce que, malgré les tentatives d'empêcher aux Tutsi d'adhérer au FRODEBU, beaucoup votèrent FRODEBU et se firent élire députés. Le futur président Melchior Ndadaye avait peut-être raison d'espérer quand il déclarait :

"La manière positive dont les différents protagonistes ont accueilli le verdict populaire montre que désormais le peuples burundais est convaincu que seule la voie de la démocratie, notamment dans son étape électorale qui consacre la volonté populaire et confère la légitimité, est la seule appropriée pour résoudre les problèmes connexes à l'accès et à la gestion du pouvoir"4

Mais, dans le camp de l'opposition, le verdict populaire était inacceptable, parce qu'il permettait à la majorité hutu, dominée et humiliée depuis quatre siècles, d'émerger et de revendiquer ses droits politiques, économiques et sociaux. Le complexe de supériorité inculqué aux Tutsi par l'exclusion, puis les multiples massacres des Hutu avait fini par consacrer chez les Tutsi en général et plus particulièrement parmi les extrémistes le refus du partage du pouvoir avec les Hutus et surtout la promotion démocratique d'un Hutu à la magistrature suprême du pays. Ceci signifiait, en clair, que les Tutsi extrémistes refusaient la compétition et, en d'autres termes, la démocratie.

Ce complexe de supériorité s'exprimait entre autre à travers un élitisme prévalant largement parmi les Tutsi bien formés qui, souvent, expriment leur croyance en l'inexpérience des hutu, incapables, par conséquent, de gouverner le pays.5

Les élections avaient eu lieu, le verdict populaire était tombé, le FRODEBU avait gagné, mais, dans les milieux extrémistes de l'UPRONA et de l'armée, l'élection populaire ne déterminait rien, leur pouvoir

séculaire devait leur revenir, de gré ou de force. Melchior Ndadaye allait donc s'asseoir sur un volcan en ébullition, tous les Frodebistes avec lui, Hutu et Tutsi confondus. Déjà, le 16 juin 1993, un coup d'état avorté avait mis en garde ceux qui prétendaient à l'organisation des élections. Son commanditaire, le lieutenant Bizuru ne fut pas inquiété et obtint même une promotion. L'esprit rebelle ne fut que plus exacerbé dans les milieux Tutsi. Au lendemain des élections parlementaires, le 3 juillet, un autre coup de force, commandité par François Ngeze, ministre de l'intérieur du Gouvernement Buyoya, et par le lieutenant colonel Ningaba Sylvestre, directeur de cabinet du même président sortant, échoua encore une fois. L'avertissement était sérieux, les extrémiste Tutsi entendaient saboter les nouvelles institutions démocratiques pour récupérer le pouvoir.

# 2. <u>La gestion du pouvoir par le Président NDADAYE Melchior! une lutte sans merci</u>.

L'investiture du premier président démocratiquement élu se fit en grande pompe au Palais des Congrès de Kigobe devant des délégations nombreuses et de haut rang. La remise des insignes du pouvoir au nouveau Président fut le moment le plus exaltant.

Mais cette remise des insignes signifiait-elle réellement renonciation des ambitions de Buyoya pour la magistrature suprême ? Beaucoup de faits concrets nous montrent que Buyoya n'a joué que l'hypocrite pour faire aboutir un processus auquel il ne croyait pas. En effet, au lendemain des élections présidentielles, Buyoya, croyant que le verdict allait en sa défaveur, rassembla ses proches collaborateurs dont son Directeur de Cabinet qui allait commanditer le coup d'état prochain et leur déclara en substance :

"Chers amis, le tribalisme vient de gagner, prenez vos responsabilités".

On ne sait pas ce qu'il a fait pour participer au coup de force du 03 juillet, mais il n'y est pas étranger. Il emprisonne les commanditaires parce qu'ils ont perdu mais il les aurait félicité s'ils avaient gagné. Par après, durant l'exercice du Président Ndadaye, Monsieur Pierre Buyoya a continué à se comporter comme un Chef d'Etat en exercice. Son ancien gouvernement est resté un gouvernement parallèle, ses anciens collaborateurs ont continué à le considérer comme leur chef, ignorant que le scrutin populaire en avait décidé autrement. Il n'est donc pas étonnant que le coup d'état du 21 octobre fut perpétré par les anciens membres de son Gouvernement et de son parti, soutenus par ses anciens collaborateurs militaires

notamment son Conseiller à la sécurité, le lieutenant colonel Simbanduku Pascal et son Directeur de Cabinet, le Lieutenant Colonel qui utilisaient les parachutiste de l'ancienne garde présidentielle et les blindés du 11ème Bataillon que Buyoya commandait avant son putsch du 3 septembre 1987. A voir comment l'UPRONA s'est comporté au lendemain de sa défaite aux élections, on peut se demander aussi si Pierre Buyoya a fait comprendre à ses militants que dans une compétition il est normal qu'il y ait des perdants et au moins un gagnant. Force est de constater que l'UPRONA a réagi à sa défaite en se montrant très arrogante et provocante. Ceux qui ont lu le journal "L'indépendant" notamment les articles de Mukasi Charles président actuel de l'UPRONA et autre putschiste et carrefour des idées" qui étaient les principaux canaux d'expression de l'UPRONA, en savent quelque chose. Ils ont compris que la défaite n'était que partie remise, et à court terme. Et c'est ce qui s'est vérifié le 21 octobre 1993. L'UPRONA, qui était le seul parti de l'opposition à avoir des représentants à l'Assemblée Nationale, s'est également comportée de façon indigne au sein de cette institution. En effet, dès son entrée, elle a prétendu aux meilleures places au bureau sans tenir compte du nombre de ses sièges, comme si elle n'était pas consciente de sa minorité. Par la suite, elle s'est opposée à tous les projets de lois présentés par le Gouvernement, comme pour dire non à toute initiative émanant du FRODEBU. A chaque vote, le groupe UPRONA votait contre quand il n'avait pas claqué la porte pour dire que tout projet de loi n'engageait que le Groupe parlementaire FRODEBU. Jusqu'à s'opposer à la loi d'amnistie en faveur des prisonniers politiques du régime Buyoya, qui concrétisait la ferme volonté du gagnant à garantir le respect des droits humains.

Le Président Ndadaye Melchior et son parti se montrèrent tolérants à maints égards pour respecter à tout prix les principes démocratiques et s'en tenir autant que possible à la constitution. Le Président NDADAYE forma un gouvernement d'ouverture où le Premier Ministre était Tutsi et où 40 % des postes ministériels revenaient aux ressortissants de cette même ethnie. Cela n'a pas mécontenté les militants du FRODEBU qui n'avaient aucun sentiment sectaire, contrairement à ce que disait le discours uproniste en diabolisant le FRODEBU. L'opposition reconnut elle même que :

"A la formation du Gouvernement FRODEBU, l'esprit de la Charte de l'Unité Nationale semblait être respecté, ce qui pouvait supposer que les enseignements divisionnistes développés au cours de la période pré-électorale n'étaient qu'un moyen d'accéder au pouvoir".

Le discours du Président Melchior NDADAYE, au lendemain de sa victoire, allait d'ailleurs dans ce sens"

Malheureusement, l'opinion publique tutsi pilotée par l'extrémisme intransigeant de l'UPRONA et de ses partis satellites notamment le RADDES, l'ABASA et l'INKINZO a été intoxiquée, remuée pour refuser les nouvelles nominations de cadres où les FRODEBU devait avoir sa place.

En fait, opérer de nouvelles nominations était synonyme de briser l'exclusion ethnique à laquelle l'UPRONA et l'armée s'étaient attelés depuis plus de trente ans.

C'est ainsi que des cris s'élevèrent de partout, non sans exagération, que le FRODEBU mettait en chômage des fonctionnaires ou chassait de leurs postes les fonctionnaires les plus compétents, alors que ceux-ci étaient souvent nuls et avaient été placés selon des critères éthniques, régionalistes et même claniques. Quand un Hutu remplaçait un Tutsi et que ce dernier devenait son adjoint, des cris d'alarme s'élevaient comme pour dire : ne touchez pas à notre apartheid! Et pourtant il est établi jusqu'ici que 70 % au moins des postes de direction dans l'administration et dans les sociétés paraétatique et mixtes restent aux mains des tutsi de l'opposition.

Par ailleurs aucune remplacée n'a été mise au chômage. Le remplacement des militaires par de nouveaux cadres civils dans les services spéciaux (sûreté et migrations) fut perçu comme une injure. Malheureusement, des nominations du genre ne pouvaient être faites à l'armée, le corps le plus gangrène de l'apartheid burundais. Cependant, le Président Melchior Ndadaye annonça à plusieurs reprises que ce corps ne devait pas rester l'apanage des seuls Tutsi où tout le haut commandement provenait de la seule région de Bururi. Il devait lui-même s'ouvrir à toutes les ethnies et à toutes les régions. Il fallait forcer ses portes, même si celles-ci étaient hermétiquement fermées.

Evidemment, ce genre de discours ne plaisait nullement à ceux-là qui avaient fait de l'armée tribaliste et régionaliste le bouclier d'une ethnie, l'instrument de muselage et de la domination de l'autre ethnie.

Le refus de toute initiative issue du parti FRODEBU par les partis d'opposition culmina dans le rejet de son programme en 46 points qui reflétait le rééquilibrage de la société, notamment le point concernant le retour et la réinsertion des réfugiés qui, suite aux

massacres cycliques, avaient pris le chemin des pays voisins. Les tentatives de réinstallation de ceux-ci dans leurs biens qui avaient été confisqués par leurs voisins Tutsi et quelquefois revendus suscitèrent des remous et débouchèrent sur une résistance farouche bien alimentée par des politiciens de l'opposition comme Manwangari J.B., Kadege Alphonse, tous putschistes, RUKINGAMA Luc et autres. Cette réinsertion aurait dû pourtant être un préalable à la réconciliation nationale prônée par le Président Ndadaye et son parti, mais elle fut combattue par les extrémiste Tutsi.

En clair, l'assassinat du Président Melchior Ndadaye fut le refus de la démocratie, le refus du verdict des urnes qui avait propulsé à la Présidence de la République un Président qui n'était pas de la minorité tutsi et qui déclarait volontiers, à qui voulait l'entendre, que le pouvoir ne serait plus le monopole d'une ethnie, d'une région, d'un clan ; que les compétences ne se retrouveraient plus dans une ethnie, une région, ou un clan seulement. Le Président Ndadaye avait annoncé la couleur, en refusant et en s'embarquant dans la lutte contre toutes les formes d'exclusion pratiquées par ses prédécesseurs au palais.7

### 3. Le coup d'Etat d'octobre 1993 : les premières retombées.

Le 21 octobre 1993, un coup d'état militaire mettait momentanément fin aux ambitions légitimes du peuple burundais. Il décapitait l'Assemblée Nationale, le gouvernement et le Parti au pouvoir et remettait en cause l'installation de l'institution présidentielle. En effet, le Président Melchior Ndadaye fut assassiné avec certains de ses proches collaborateurs, le Président de l'Assemblée Nationale, l'Honorable Karibwami Pontien, le Vice-Président de l'Assemblée Nationale, l'Honorable Bimazubute Gille, le Ministre de l'Administration du Territoire, Monsieur Ndayikeza Juvénal et l'Administrateur général chargé de la Documentation et des Migrations, Monsieur Richard Ndikumwami.

Simultanément, l'Administration Frodebu était dissoute sur tout le territoire au profit de l'armée, puisqu'un communiqué radiodiffusé attribuait aux commandants de districts les fonctions de Gouverneur de province. Deux dignitaires de l'administration provinciale furent tués le même jour du coup d'état, le Gouverneur de Gitega, Mr. NURWAKERA Joachim et le Gouverneur de Karusi, Monsieur Sentamo Englebert. Ils seront suivis par leurs collègues de Kirundo, Monsieur Bizimana Déo et celui de Bubanza.

Ce coup de force était conduit par des civils du Parti UPRONA, Manwangari J.B., Bararunyeretse Libère, Mukasi Charles et Ngeze François, ce dernier ayant été pressenti et ayant accepté de coiffer la superstructure étatique; et par des militaires dont les noms les plus remarqués sont ceux de Bikomagu J. (Chef d'Etat-major général), Daradangwe J.B. (Porte-parole de l'armée), simbanduku (ex-conseiller du Président Buyoya). Ningaba S. (ex-directeur de cabinet du Président Buyoya et récidiviste), Busokoza (récidiviste) et Kamana (le bourreau du Président Ndadaye).

Les violences qui suivirent ce coup d'Etat à l'intérieur du pays et les condamnations du putsch par les gouvernements étrangers et certains organismes internationaux obligèrent les putschistes à retourner le pouvoir à la légalité constitutionnelle, mais un vide profond venait d'être créé. La remise en place de l'institution présidentielle étant rendue impossible par l'assassinat du Président de l'Assemblée Nationale, le pouvoir ne pouvait qu'être remis dans la rue, le Premier Ministre et le Gouvernement ayant demandé asile à l'Ambassade de France.

L'échec du Parti UPRONA et de l'Armée, la recherche d'une sécurité du gouvernement à l'Ambassade, la peur des uns et des autres ne purent être supplées que par la société civile appuyée par les représentants spéciaux de l'O.N.U. et de l'O.U.A.

Dans cette société civile on comptait des hommes d'affaires, des religieux, des ligues des droits de l'homme, mais ceux-ci représentaient pour une grande majorité des Tutsi, les Hutu du FRODEBU demeurant dans la stupeur. On reprochera au FRODEBU de ne pas être sorti aussitôt pour assurer la continuité du pouvoir, mais les partis d'opposition qui ont souvent fait cette allégation faisaient une sorte de fuite en avant comme pour responsabiliser le FRODEBU sur les dégâts matériels et humains consécutifs au putsch qui continuaient à empirer la situation alors que ce sont eux qui étaient à la base du désastre.

Ils faisaient également cette allégation pour justifier une nouvelle entrée sur la scène politique par la petite porte, la solution militaire ayant été définitivement écartée. Mais la question principale restait effectivement celle de trouver une voie de sortie pour ne pas rester prisonnier de l'impasse constitutionnelle.

Assez rapidement, les petits partis politiques s'organisèrent en groupes de pression rassemblés dans un Collectif des Partis Politiques d'Opposition et tentèrent de bloquer la remise en place de

l'institution présidentielle ou du moins essayèrent de l'orienter à leur profit en imaginant une formule d'un Président rassembleur.

Certains imaginèrent même que le personnage du Président de la République, en tant que rassembleur, ne devait pas nécessairement provenir du FRODEBU. On voit dans ce cas que le coup d'état n'allait qu'être consommé.

Dans cette lutte, les petits partis d'opposition firent recours à des groupes de jeunes délinquants dits les "sans Défaite" "Chicago Bulls" à Bwiza, les "sans Echec" à Ngagara, les "sans Erreurs" et les "Ninja" à Musaga, les "sans Esprits" à Nyakabiga, etc, aux étudiants de l'Université et aux élèves des écoles secondaires et obtinrent la complicité des militaires. Ils firent recours à la violence notamment quand, il fut question de révoquer la cour constitutionnelle acquise à leur cause pour bloquer davantage le processus de la remise en place de l'institution présidentielle. Les opérations dites "ville morte" qu'ils organisèrent le 7 janvier coûta la vie à 7 personnes dans le quartier de Cibitoke, 7 personnes à Kinama, 5 personnes à Ngagara, 4 personnes à Kamenge, 1 personne à Nyakabiga et 3 personnes à Jabe.

Une vague de violence s'établit dans toute la capitale où la chasse à l'homme de l'autre ethnie n'allait pas tarder à aboutir à la constitution de Hutulands et de Tutsilands. Et si les Hutulands de Kamenge et de Cibitoke avaient pu se maintenir, c'est que, depuis l'assassinat du Président Ndadaye, les massacres de Tutsi à l'intérieur du pays et les représailles accompagnés de pillages qu'effectuaient les militaires avaient conduit les Hutu de la capitale à chercher, isolément ou en groupes, quelques fusils et grenades pour leur autodéfense.

Ils allaient ainsi faire face aux professionnels de guerre qu'étaient les militaires et des centaines de Tutsi dont des réfugiés rwandais à qui l'armée avait distribué des fusils depuis 1973 et qui avaient continué à être entraînés. Les auteurs les plus connus de ces opérations "ville morte" sont NZEYIMANA Joseph (alors Président du RADDES et aujourd'hui Ministre du commerce), RUGAMBARARA Alphonse (alors Président du Parti INKINZO et aujourd'hui Ministre de la Jeunesse et des sports), MANWANGARI Jean-Baptiste (putschiste et aujourd'hui Ministre de l'Administration du Territoire).

Quand les pourparlers dits de Kigobe et de Kajaga eurent permis de désigner un candidat président en la personne de Ntaryamira Cyprien, la violence ne fit que s'amplifier davantage, l'objectif des représentants des petits partis étant d'obtenir des postes dans le nouveau gouvernement alors qu'ils étaient en train de commettre des crimes contre l'Humanité. Le Président Ntaryamira dut effectuer un remaniement ministériel en moins de 24 heures pour effectivement ouvrir les portes aux cyniques Manwangari J.B., Nzeyimana J., Rugambarara A. et autres dont la moralité était douteuse depuis très longtemps.

Il aura fallu, pour que cette opération de remise en place de l'institution présidentielle ait bien lieu, que des centaines de têtes tombent que des centaines de maisons soient brûlées et d'autres saccagées. Le compromis n'était pourtant pas trouvé, puisque les partis d'opposition et l'armée prétextèrent que la paix n'était possible qu'à condition de désarmer la population.

Cette préoccupation allait dans le sens de maintenir la population Hutu dans la fragilité totale afin que l'ancien déséquilibre soit maintenu au profit évidemment des maîtres d'hier. Le Président Ntaryamira Cyprien, qui était devenu dès son investiture prisonnier de l'armée et des partis d'opposition céda à la pression et ordonna aux militaires d'aller intervenir à Nyakabiga et à Cibitoke.

Ce faisant, il ouvrait la soupape pour que le haut commandement de l'armée, dans sa mauvaise foi habituelle, recourut à son arsenal le plus sophistiqué pour bombarder les quartiers de Kamenge et de Kinama. L'opération dite de désarmement allait s'étendre sur tout le pays, mais on a vu qu'elle servait de prétexte uniquement à l'armée pour décimer la population. Elle ratissait les campagnes soit-disant pour débusquer des maquisards et tous les paysans étaient systématiquement tués, hommes, femmes, enfants, vieillards, sous prétexte qu'ils ne dénonçaient pas les détenteurs d'armes à feu. Le bilan de l'opération désarmement fut énorme en vies humaines et en pertes matérielles.

Dans la seule ville de Bujumbura les victimes se comptent par milliers sans parler des réfugiés, des maisons brûlées, détruites avant d'être pillées et de l'arrêt des activités économiques et sociales. Et quand le Président Ntaryamira crut se libérer pour entreprendre des pourparlers avec la Tanzanie, le Zaïre et le Rwanda en vue de chercher une solution au principal obstacle à la démocratie, à savoir l'armée, des pièges lui furent tendus. Son avion fut saboté lors de son voyage à Kigoma en Tanzanie, il dut revenir par l'avion présidentiel tanzanien, mais il dut périr dans l'attentat prémédité dirigé le 06/04/1994 contre l'avion du Président rwandais Habyarimana.

On peut retenir de tout cela que la relative timidité de l'UPRONA au lendemain du putsch manqué n'a pas entraîné un effacement de la domination tutsi. Au contraire les partis d'opposition soutenus par une armée qui s'était déclarée pourtant loyaliste et par une jeunesse tutsi organisée quartier par quartier ont cherché à affaiblir encore une fois l'institution présidentielle et à se protéger contre toute intervention étrangère, notamment celle de la Mission de Protection que l'OUA voulait mettre en place.

## 4. Les errances démocratiques dues à la période de la Présidence intérimaire

Beaucoup se sont fait l'illusion de voir Monsieur Sylvestre Ntibantunganya accéder facilement à la magistrature suprême à la faveur des accords de Kajaga-Kigobe-Novotel. Un délai ultime avait même été fixé pour le 1er juillet, date à laquelle l'on pensait qu'une nouvelle institution présidentielle devait déjà être installée à Bujumbura. Aujourd'hui, quatre mois ont suffi pour constater amèrement qu'il y a eu de la part des négociateurs de chaque tendance tantôt de l'hypocrisie, tantôt de la maladresse et de la naïveté, tantôt du cynisme pur et dur.

Les quelques faits suivants le rappellent :

1. Pendant les négociations, le parti Sahwanya-FRODEBU au pouvoir n'a pas été correctement représenté. Son Président actuel, qui est en même temps le Chef de l'Etat intérimaire et le Président de l'Assemblée Nationale, ne pouvait pas à la fois concilier ses positions de numéro un du pays avec celles de responsable d'un parti dans lequel il devait puiser des idées.

Les militants du FRODEBU ont souvent eu l'impression d'être trahis, puisque leur président s'est plu, apparemment sans difficulté, à faire confiance aux assassins de la démocratie tel que BIKOMAGU très courtisé pendant ces derniers mois.

Il est impensable qu'un Ministre comme Manwangari, l'un des principaux putschistes d'octobre et organisateurs des opérations "villes mortes" sanglantes, soit appelé à gérer les campagnes de pacification en tant que ministre de l'Administration du territoire au lieu d'être politiquement écarté au moins dans un premier temps.

2. Ce dialogue avec les bourreaux a eu pour effet la remise en cause des institutions démocratiques en l'occurrence l'Assemblée Nationale.

L'Honorable Christian Sendegeya, Vice-Président de l'Assemblée Nationale le dit plus clairement :

"Le Parlement, qui est pourtant la seule institution nationale, démocratique et légitime survivante de cette crise et qui peut parler avec une voix autorisées a été totalement écartée des négociations en cours. Le pourrissement est à ce point réel que certains parmi les acteurs de l'actuel partage du pouvoir comptent parmi les premiers responsables civils et militaires présumés coupables d'avoir orchestré le coup d'état d'octobre dernier. Récemment dénoncés nommément par un rapport d'une commission internationale d'enquête rendu public le 05 juillet, ces responsables de l'assassinat de notre démocratie sont parvenus à paralyser l'appareil judiciaire et jouissent d'une impunité totale"8

3. Le deuxième effet de ces errances a fait que le Parti Sahwanya-FRODEBU, qui était si fort hier est en désintégration au sommet aujourd'hui.

Outre que le Congrès du Parti ne peut pas se tenir pour des raisons d'insécurité, l'organe suprême, le Comité Directeur National, est convoqué irrégulièrement et ses conclusions sont rarement prises en considération. Des opportunistes, derniers venus au Parti, se sont emparés de la direction des négociations au nom du FRODEBU sans aucun mandat. Beaucoup de membres avisés ne s'empêchent pas depuis plusieurs semaines à se plaindre de la dictature qui mine le parti et de l'isolément qui frappe son Président.

Le bilan de l'exercice du pouvoir intérimaire fait état de blocages dont on ne voit point l'issu. D'abord, la mise en application des accords de Kigobe et de Kajaga à travers les négociations au Novotel n'a pas abouti. Ainsi Monsieur Sylvestre Ntibantunganya est tombé dans le piège lui tendu par l'opposition qui, en clamant qu'il faut investir un président du consensus, veut plutôt refuser tout candidat issu du parti gagnant, pour imposer le sien, un putschiste de préférence. Et s'il en était ainsi, le coup d'état du 21 octobre qui est demeuré rampant serait consommé. Monsieur Ntibantunganya a tout donné, mais n'a rien reçu en retour, malgré diverses interpellations du Parti.

En effet, où a-t-on jamais vu dans l'histoire du monde un pays où l'opposition qui n'a obtenu que 20 % à peine aux élections législatives exige et obtiennent à peu près la moitié des portefeuilles ministériels de son choix dont celui de Premier Ministre ; à peu près la moitié des ambassades de son choix ; à peu près la moitié des

postes de gouverneurs de provinces de son choix et plus de 40 % des communes où elle n'a même pas obtenu 10 % des votes ?

Où a-t-on jamais vue au monde, un pays où un Président issu d'un parti aussi majoritaire que le FRODEBU doit se faire imposer par l'opposition les noms des hauts responsables des services spéciaux tel que celui des renseignements.

Où a-t-on jamais vu au monde un Président issu d'un parti aussi majoritaire que le FRODEBU se faire dicter par l'opposition les noms des personnes composant le Gouvernement ou devant être nommés aux hauts postes de responsabilité même quand ces personnes sont du parti vainqueur ?

Le deuxième blocage auquel on a abouti est le succès des putschistes impunis d'hier.

C'est ainsi que les magistrats refusent d'arrêter ces putschistes et les responsables des opérations "ville morte" meurtrières, mais préfèrent s'en prendre aux pauvres militants du FRODEBU sur simples présomptions.

La troisième source de blocage vient de l'acceptation du Parti pour le Redressement National patronné par l'ex-président Jean-Baptiste Bagaza.

En effet, nul doute que le pourrissement actuel de la conjoncture politique ait eu la main de Bagaza derrière. L'ex-président, rentré d'exil trop aigri, toujours prétentieux sans le montrer, a été le premier bénéficiaire des effets de l'entrée en démocratie regagnant le pays natal. Beaucoup ont reproché au Président Ndadaye l'accepter sitôt sur le territoire national, mais l'idéal démocratique auquel Ndadaye était attaché ne lui a pas permis de mesurer le danger que ce retour comportait. Régionaliste fin et militaire habile, Bagaza n'a pas tardé de noyauter certains groupuscules pour condamner le départ de Buyoya comme une déchéance au profit d'une démocratie qu'il ne veut pas entendre. Lui qui a exercé la dictature la plus féroce pendant 11 ans et qui prône aujourd'hui la partition ethnique du Burundi. L'agrément de son parti contraire aux dispositions de notre constitution et à la loi sur les partis politiques au Burundi découle de la peur maladive du Président intérimaire, Monsieur Sylvestre Ntibantunganya.

Le rétablissement de Bagaza dans sa citoyenneté lui a permis de penser à revaloriser ses anciennes ambitions. Et pour y parvenir il a déjà acquis une partie de l'armée qui le prend pour un modèle.

### **EPILOGUE**

La démocratie burundaise est en danger. Instaurée dans la transparence la plus totale et selon les normes optimales, elle est cependant remise en cause et risque de disparaître si, de l'intérieur et de l'extérieur du pays elle n'est pas sauvée à temps.

De l'intérieur du pays, il faut garantir à ce peuple qui a voté massivement pour le régime démocratique la force nécessaire pour le protéger contre l'armée mono-éthnique décidée à l'ébranler. D'où peut provenir cette force du peuple devant une armée organisée si ce n'est dans la réforme profonde de l'armée burundaise et des forces de sécurité ?

Le Burundi ne pourra y parvenir qu'avec l'aide de la communauté internationale. Le Conseil National pour la Défense de la Démocratie, CNDD, regroupant tous les partenaires politiques et non politiques de notre pays qui militent en faveur du retour à la légalité démocratique a été créé pour sensibiliser l'opinion à ce sujet. Sa démarche est une démarche pacifique et démocratique. Il entend aborder tous les problèmes profonds au lieu de s'attacher à des questions superficielles et égoïstes comme le font les négociateurs des accords KIGOBE-KAJAGA-NOVOTEL que nous rejetons par ailleurs dans leur intégralité.

En conséquence, il formule les propositions suivantes pour sortir définitivement de l'impasse actuelle :

- 1°) Arrêter immédiatement la mise en exécution des accords humiliants de KAJAGA-KIGOBE-NOVOTEL.
- 2°) La prolongation de la période intérimaire à convenir de commun accord entre tous les partenaires politiques.
- 3°) La tenue d'une rencontre internationale sur le Burundi sous les auspices de l'ONU, de l'OUA, des pays voisins et amis et des principaux bailleurs de fonds participant à titre de témoins et facilitateurs sur tous les problèmes engageant l'avenir de la nation, à commencer par les problèmes de sécurité pour tous, des réfugiés, de l'appareil judiciaire, de l'impunité de tous les crimes contre l'humanité... que les négociateurs des accords KIGOBE-KAJAGA-NOVOTEL esquivent.

- 4°) Le déploiement rapide d'une force internationale neutre chargée de protéger les institutions et d'assurer l'ordre et la sécurité dans le pays.
- 5°) La formation pendant la période intérimaire par cette force internationale d'une nouvelle armée nationale et de nouvelles forces de sécurité.
- 6°) La constitution d'un tribunal international neutre chargé de poursuivre et juger les crimes contre l'humanité.
- 7°) Organiser sous la supervision de la communauté internationale de nouvelles élections présidentielles et les élections locales.

#### NOTES

- 1. Discours de Son Excellence NDADAYE Melchior à la 48e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, New York, 4 octobre 1993, pp 3-4.
- 2. M.P.D. <u>Mémorandum du M.P.D. sur le coup d'état avorté du 21 octobre 1993 au Burundi</u>. Bujumbura 1993.
  - 3. A.M. le FRODEBU est sans faute, in l'<u>Aube de la Démocratie</u>, n° 39 du 23 au 30 juillet 1994, p.11.
  - 4. Discours de Son Excellence NDADAYE Melchior à la 48e Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, New-York, 4 octobre 1993, p.6.
  - 5. A.M. Le FRODEBU est sans faute, in L'Aube de la Démocratie, n° 39 du 23 au 30 Juillet 1994, p. 11.
  - 6. Les partis politiques (d'opposition) et la société civile.

    Mémorandum sur l'état de la situation engendrée par le coup de force de quelques militaires contre le pouvoir, en date du 20 au 21 octobre 1993, Bujumbura, le 27 octobre 1993, pp 1-2.
  - 7. A.M. Le FRODEBU est sans faute, in l'<u>Aube de la Démocratie</u>, n° 39 du 23 au 30 juillet 1994, p. 11.
  - 8. Sendegeya C. Prise de position du parti Sahwanya-FRODEBU sur la situation politique qui règne dans le pays. Bujumbura, le 31 juillet 1994, p.1.